

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE BEDFORD  
(Localité de Granby)

N° : 460-11-003170-233

COUR SUPÉRIEURE  
(Chambre commerciale)

---

*Loi sur les arrangements avec les  
créanciers des compagnies*

**9220-7174 QUÉBEC INC.**

-et-

**9388-3510 QUÉBEC INC.**

-et-

**LA FABRIQUE ZOOBOX INC.**

-et-

**LES VERSANTS D'ORFORD INC.**

-et-

**VERTENDRE SAINT-SIMÉON INC.**

-et-

**LES INVESTISSEMENTS DE L'ESTRIE  
INC.**

-et-

**ZOOBOX CANADA INC.**

Débitrices/Requérantes

-et-

**LE REGISTRAIRE DU REGISTRE DES  
DROITS PERSONNELS ET RÉELS  
MOBILIERS (Québec)**

-et-

**OFFICIER DE LA PUBLICITÉ DES  
DROITS DE LA CIRCONSCRIPTION  
FONCIÈRE DE SHEFFORD (Québec)**

et

**MINISTRE DU REVENU (en sa qualité  
d'administrateur des biens sans maître  
que s'approprie l'État)**

---

Mis en cause

## COUR SUPÉRIEURE

(Chambre Commerciale)

HUITIÈME ORDONNANCE RENDUE LE 10 JUIN 2024

- [1] **AYANT PRIS CONNAISSANCE** de la *Requête pour l'émission d'une huitième ordonnance visant à proroger les effets de l'ordonnance initiale et pour l'émission d'une ordonnance d'approbation et de dévolution* déposée par les Débitrices (la **Requête**), des pièces et de la déclaration sous serment d'Alain Chagnon déposées au soutien de celle-ci, ainsi que du Rapport du Contrôleur;
- [2] **CONSIDÉRANT** les représentations des avocats et ayant été avisée que toutes les parties intéressées ont été avisées au préalable de la présentation de la Requête;
- [3] **CONSIDÉRANT** les dispositions de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, LRC 1985, c. C-36, telle qu'amendée (la **LACC**);
- [4] **CONSIDÉRANT** qu'il est approprié de rendre une huitième ordonnance en vertu de la LACC prévoyant la prorogation du délai de suspension des procédures et des effets de l'ordonnance initiale rendue le 20 janvier 2023, telle qu'amendée, reformulée et complétée par la deuxième ordonnance en date du 30 janvier 2023, la troisième ordonnance en date du 19 avril 2023, la quatrième ordonnance en date du 1<sup>er</sup> août 2023, la cinquième ordonnance en date du 13 septembre 2023, la sixième ordonnance en date du 15 novembre 2023 et la septième ordonnance en date du 3 avril 2024, et ce, jusqu'au 30 novembre 2024;

### EN CONSÉQUENCE, LE TRIBUNAL :

- [5] **ACCORDE** la Requête;

### SIGNIFICATION

- [6] **ORDONNE** que tout délai préalable pour la présentation de la Requête soit par les présentes, abrégé et accepté de façon à ce que celle-ci soit valablement présentable aujourd'hui;
- [7] **DÉCLARE** que les Débitrices ont donné un avis préalable suffisant de la présentation de la Requête aux parties intéressées;
- [8] **PERMET** la notification de la présente ordonnance à toute heure, en tout lieu et par tout moyen, incluant par courriel;

## **DEFINITIONS**

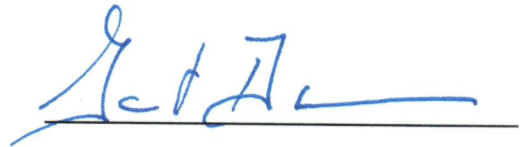
- [9] **ORDONNE** qu'à moins d'indication ou de définition contraire aux présentes, les termes commençant par une majuscule dans la présente ordonnance sans y être autrement définis ont le sens qui leur est attribué dans la Requête;
- [10] **ORDONNE** qu'à moins d'indication ou de définition contraire aux présentes, le terme « Ordonnance initiale » vise et inclut l'ordonnance initiale rendue le 20 janvier 2023, telle qu'amendée, reformulée et complétée par la deuxième ordonnance en date du 30 janvier 2023, la troisième ordonnance en date du 19 avril 2023, la quatrième ordonnance en date du 1<sup>er</sup> août 2023, la cinquième ordonnance en date du 13 septembre 2023, la sixième ordonnance en date du 15 novembre 2023 et la septième ordonnance en date du 3 avril 2024;

## **PROLONGATION DE LA SUSPENSION DES PROCEDURES**

- [11] **ORDONNE ET DÉCLARE** que le délai de suspension des procédures ainsi que tous les effets de l'Ordonnance initiale soient prolongés jusqu'au 30 novembre 2024 inclusivement;

## **GENERAL**

- [12] **ORDONNE** que la Soumission de Vertendre s.e.c., pièce R-3, l'Offre d'achat, pièce R-4, la première Soumission déposée par un résident de la Municipalité d'Eastman, pièce R-7, la deuxième soumission déposée par un organisme à but non lucratif, pièce R-8, et les offres reçues en lien avec l'Immeuble Fabrique (tel que défini dans la Requête), pièce R-9, soient gardées confidentielles et sous scellés jusqu'à ce qu'une nouvelle ordonnance soit rendue;
- [13] **ORDONNE** l'exécution provisoire de la présente ordonnance nonobstant appel et sans exigence quelconque de fournir une sûreté ou une provision pour frais;
- [14] **LE TOUT** sans frais.



**Gaétan Dumas, J.C.S**

Date d'audience : 10 juin 2024.